

ARRETE DU MAIRE  
PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION

N°ST 2023\_330

Le Maire de la Commune de Saint-Marcellin,

**VU** la demande en date du 11 septembre 2023 par laquelle Monsieur FREITAS William sollicite l'autorisation de stationner un camion au droit du 1bis rue de Beauvoir le 18 septembre 2023 dans le cadre d'un emménagement,  
**VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales,  
**VU** la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,  
**VU** le Code général des Collectivités territoriales,  
**VU** le Code général des Propriétés des Personnes publiques,  
**VU** le Code de l'Urbanisme,  
**VU** le Code de la Voirie routière,  
**VU** le Code de la Route et l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire - approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié),  
**VU** le Règlement de voirie communale,  
**VU** l'état des lieux,

**CONSIDERANT** que pour permettre l'emménagement faisant l'objet de la demande, d'assurer la sécurité du bénéficiaire et des usagers de la voie, il y a lieu d'arrêter les dispositions suivantes :

**ARRÊTE**

**Article 1 - Autorisation** : Le lundi 18 septembre 2023, le bénéficiaire est autorisé à stationner un camion sur le domaine public au droit du N° 1bis de la Rue de Beauvoir, afin d'effectuer l'emménagement comme énoncé dans sa demande, à charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants.

**Article 2 - Restrictions de stationnement et de circulation** : L'arrêt et le stationnement des véhicules autres que le camion d'emménagement seront interdits sur trois (3) places au droit du N°1bis rue de Beauvoir le 18 septembre 2023, de 5 h 30 à 11 h. Le stationnement du camion de déménagement devra permettre le passage des véhicules.

**Article 3 - Signalisation** : La signalisation au droit et aux abords de l'emprise sera mise en place par le bénéficiaire. Elle sera conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992 modifiée et complétée. La signalisation permanente sera adaptée simultanément, en cohérence avec la signalisation temporaire.

**Article 4 - Responsabilité** : Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter des travaux. Les droits des tiers demeurent expressément réservés.

**Article 5 - Validité, et renouvellement de l'arrêté** : La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire, elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à l'indemnité. Elle est consentie, uniquement pour ce qui concerne l'occupation de la dépendance du domaine public. Le présent arrêté sera affiché dans le véhicule.

**Article 6 - Publication, affichage et diffusion** : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur. Monsieur le Commandant de la Compagnie de Gendarmerie de Saint-Marcellin, Madame la Directrice générale des services de la Mairie, Monsieur le Directeur des Services techniques, Messieurs les Gardiens de la Police Municipale, le bénéficiaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

**Article 7 - Recours** : Conformément à l'article R421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble – 2 place de Verdun BP 1135 – 38022 GRENOBLE Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Fait à Saint-Marcellin,  
Le 12 septembre 2023,

**Le Maire,**  
**Raphaël MOCELLIN,**

Pour le Maire et par délégation,

**La Responsable du service Espaces Publics**  
**Gwenaëlle LAMY**

